

NETGEM SA

Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2019

ACEFI CL

MAZARS

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92400 COURBEVOIE

TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE B 784 824 153

ACEFI CL

21, RUE DU GENERAL FOY - 75008 PARIS

TEL : +33 (0) 1 47 27 17 37 - FAX : +33 (0) 1 47 27 59 53

SOCIETE A RESPONSABILITEE LIMITEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 300 000 EUROS - RCS NANTERRE B 350 044 392

NETGEM SA

Siège Social : 10 avenue de l'arche, 92419 Courbevoie cedex

Société Anonyme au capital de 6 144 212,80 €

N° Siren : 408 024 578

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2019

ACEFI CL

MAZARS

NETGEM SA

Comptes consolidés

*Exercice clos le 31 décembre
2019*

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Netgem SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Netgem SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 19 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.5.2 « Principes comptables » de l’annexe des comptes consolidés qui expose les impacts de la première application au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 « contrats de location ».

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Valorisation des écarts d'acquisition

(note 3.5.10 de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié

Dans le cadre de son développement, le groupe a été amené à faire des opérations de croissance externe ciblées et à reconnaître plusieurs écarts d'acquisition qui ont été alloués au seul pôle d'activité de Netgem. Ce pôle d'activité regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions de divertissement vidéo pour la maison connectée (hardware et software), principalement à destination des opérateurs multi-services de type FAI.

La Direction financière s'assure lors de chaque exercice que la valeur nette comptable des écarts d'acquisition, figurant au bilan pour un montant de 4,3 millions d'euros, n'est pas supérieure à sa valeur recouvrable et ne présente pas de risque de perte de valeur. Cette valeur recouvrable est déterminée comme étant la valeur la plus élevée entre la valeur d'usage et la juste valeur.

Ainsi, comme indiqué dans la note 3.5.10 de l'annexe aux comptes consolidés, un test de dépréciation des écarts d'acquisition a été réalisé au 31 décembre 2019, notamment, en valorisant le Groupe sur la base d'une approche Sum of the Parts, fondée sur une actualisation des flux de trésorerie projetés à 3 ans et à l'application d'un multiple d'EBITDA de comparables du secteur pour le calcul de la valeur terminale, ajustées de la valorisation de la participation de NETGEM dans Vitis.

Or, toute évolution défavorable des rendements attendus des activités auxquelles des écarts d'acquisition ont été affectés, en raison de facteurs internes ou externes par exemple liés à l'environnement économique et financier dans lequel le Groupe opère, est de nature à affecter de manière sensible la valeur recouvrable et à nécessiter la constatation d'une dépréciation. Une telle évolution implique de réapprécier la pertinence de l'ensemble des hypothèses retenues pour la détermination de cette valeur ainsi que le caractère raisonnable et cohérent des paramètres de calcul.

Les écarts d'acquisition du groupe représentant un montant significatif et la détermination de leur valeur recouvrable faisant appel au jugement de la direction, la valorisation des écarts d'acquisition a été considérée comme un point clé de l'audit.

Réponses apportées lors de notre audit

Nous avons examiné la conformité de la méthodologie appliquée par la société aux normes comptables en vigueur.

Nous avons également effectué un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie notamment :

- Procéder à une évaluation du caractère raisonnable de la définition de l'UGT ;
- Prendre connaissance des processus mis en place par la Direction pour la réalisation du test de dépréciation du pôle d'activité et notamment :
 - pour la détermination des multiples de marché,
 - pour la détermination des flux de trésorerie utilisés
 - pour la détermination de l'EBITDA utilisé dans la détermination de la valeur recouvrable,
 - pour la valorisation de la participation de Netgem dans VITIS.
- Effectué des entretiens avec la Direction financière du groupe pour identifier les principales hypothèses utilisées dans les plans d'affaires et confronter ces hypothèses avec les explications obtenues ;
- Apprécier la fiabilité des données issues du plan d'affaires entrant dans le calcul de la valeur recouvrable et notamment la sensibilité des hypothèses retenues ;
- Concernant le modèle utilisé pour la détermination des valeurs recouvrables, avec l'appui de nos experts en évaluation :
 - Nous avons testé la fiabilité mathématique du modèle et recalculé les valeurs recouvrables,
 - Nous nous sommes assurés de la cohérence de la méthodologie de détermination des taux d'actualisation et de croissance infinie, comparer ces taux avec des données de marché ou des sources externes et nous avons recalculé ces taux avec nos propres sources de données.

Dépréciation des impôts différés actifs relatifs aux déficits reportables

(note 3.5.9 de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié

Au 31 décembre 2019, le groupe possède des déficits fiscaux reportables issus de la fusion avec Vidéofutur. Une partie de ces déficits reportables avait donné lieu à la comptabilisation d'un actif d'impôts différé à hauteur de 4,1 millions d'euros à fin 2018.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé.

Comme indiqué dans la note 3.5.9 de l'annexe, l'estimation de la recouvrabilité de l'impôt différé actif sur les résultats fiscaux de la société Netgem S.A. est établie sur la base de projections à cinq ans.

Nous avons identifié ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de la dépréciation totale de cet actif au 31 décembre 2019 et du jugement exercé par la direction à cet égard.

Réponses apportées lors de notre audit

Notre approche d'audit a consisté à apprécier la probabilité que la société puisse utiliser dans le futur des pertes fiscales reportables générées à ce jour, notamment au regard de la capacité de la société à dégager des profits taxables futurs permettant d'absorber les pertes fiscales antérieures.

Nous avons analysé la cohérence de la méthodologie appliquée pour la dépréciation des impôts différés comptabilisés avec les règles fiscales en vigueur à la clôture

Pour l'appréciation des profits taxables futurs, nous avons évalué la fiabilité du processus d'établissement du plan prévisionnel d'utilisation des déficits à sept ans sur la base duquel le groupe a estimé la probabilité de recouvrement de ses actifs d'impôts différés en :

- examinant la procédure d'établissement et d'approbation du dernier budget qui a servi de base aux estimations ;
- comparant les projections de résultats des exercices antérieurs avec les résultats réels des exercices concernés ;
- appréciant que la structure du compte de résultat utilisée dans l'établissement du budget est cohérente avec la structure de coûts actuelle de la société ;

- faisant un examen critique des hypothèses utilisées par la direction pour établir les projections de résultats, notamment en appréciant leur cohérence par rapport aux informations recueillies lors de nos entretiens avec les membres de la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Netgem SA par votre assemblée générale du 15 juin 2007 pour le cabinet ACEFI CL et du 3 mai 2018 pour le cabinet MAZARS.

Au 31 décembre 2018, le cabinet ACEFI CL était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet MAZARS dans la deuxième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés

NETGEM SA

Comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre
2019

ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

NETGEM SA

Comptes consolidés

*Exercice clos le 31 décembre
2019*

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et Courbevoie, le 22 avril 2020

Les commissaires aux comptes

MAZARS



Marc Biasibetti

ACEFI CL



Matthieu Mortkowitch

3. Comptes consolidés 2019

3.1. État du résultat global

Données en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et résultat par action	Notes	2019	2018
Chiffre d'affaires	3.5.4	25 264	41 828
Coût des ventes		(12 034)	(23 291)
Marge brute		13 230	18 537
Frais marketing et commerciaux		(6 444)	(7 215)
Frais de recherche et développement	3.5.6	(4 207)	(6 229)
Frais généraux		(2 672)	(2 772)
Résultat opérationnel courant		(93)	2 321
Autres produits et charges opérationnels	3.5.7	825	2 090
Résultat opérationnel		732	4 411
<i>Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie</i>		-	-
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>		(464)	(278)
Coût de l'endettement financier net	3.5.8	(464)	(278)
Autres produits et charges financiers	3.5.8	(51)	(575)
Résultat des activités destinées à être cédées ou abandonnées		(18)	-
Quote-part de résultat des entreprises associées		(3 126)	(2 803)
Impôt sur les résultats	3.5.9	(4 039)	(552)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(6 966)	203
<i>Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>		(6 966)	203
<i>Dont part attribuable aux actionnaires minoritaires</i>		-	-
Résultat net par action :			
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action</i>		(0,2)	0,01
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la société mère) dilué par action</i>		(0,2)	0,01
Nombre d'actions retenu pour le calcul des résultats par action :			
<i>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation net des actions propres</i>		27 900 653	27 337 771
<i>Nombre d'actions et d'options dilutives</i>		-	1 140 000
<i>Nombre moyen d'actions et d'options dilutives en circulation</i>		27 900 653	28 477 771

Résultat net de la période		(6 966)	203
Éléments recyclables en résultat		55	125
<i>Écarts de change résultant de la conversion des états des filiales étrangères</i>		81	125
<i>Mark to Market des couvertures de flux de trésorerie</i>		(26)	-
Éléments ultérieurement non recyclables en résultat		(22)	9
<i>Écarts actuariels sur engagements de retraite</i>		(22)	9
Total des autres éléments du résultat global		33	134
Résultat net global		(6 933)	337
<i>Part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>		(6 933)	337
<i>Part attribuable aux actionnaires minoritaires</i>		-	-

3.2. État de la situation financière

ACTIFS – en milliers d’euros	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Écarts d’acquisition	3.5.10	4 295	4 295
Immobilisations incorporelles	3.5.11	22	23
Immobilisations corporelles	3.5.12	1 882	283
Droits d’utilisation des actifs loués	3.5.13	725	-
Participation dans les entités associées	3.5.14	1 175	2 350
Actifs financiers non courants	3.5.15	171	667
Impôts différés actifs		-	4 060
Total des actifs non courants		8 270	11 678
Stocks	3.5.16	363	842
Clients	3.5.17	5 549	10 174
Autres actifs courants	3.5.18	5 753	5 207
Actifs financiers courants	3.5.15	-	7 130
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.5.19	8 482	10 981
Total actifs courants		20 147	34 334
Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées		-	1 983
TOTAL DES ACTIFS		28 417	47 995

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en milliers d’euros	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Capital		6 144	5 933
Réserves liées au capital		4 270	4 414
Réserves et résultat consolidés		5 077	13 675
Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère		15 491	24 022
Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires minoritaires		-	-
Capitaux propres	3.5.20	15 491	24 022
Impôts différés passifs		-	-
Avantages au personnel		173	160
Provisions – part non courante		-	-
Passifs financiers non courants	3.5.22	215	308
Passifs sur contrats de location - part non courante	3.5.22	259	-
Total des passifs non courants		647	468
Passifs financiers courants	3.5.22	549	7 206
Passifs sur contrats de location - part courante	3.5.22	468	-
Provisions – part courante	3.5.21	604	54
Fournisseurs et comptes rattachés	3.5.23	7 849	12 049
Autres passifs courants	3.5.24	2 809	3 956
Total des passifs courants		12 279	23 265
Passifs destinés à être cédés et activités abandonnées		-	240
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		28 417	47 995

3.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Données en milliers d'euros, sauf nombre d'actions	Capital		Réserves liées au capital	Réserves et Résultats consolidés	Autres			Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires minoritaires	Total
	Nombre d'actions	Montant			Écarts de conversion	Actions propres	Total Autres			
Au 31 décembre 2017	29 664 667	5 933	3 566	22 398	817	(4 973)	(4 156)	27 741	-	27 741
Augmentation de capital							-	-		-
Dividendes versés				(2 756)			-	(2 756)		(2 756)
Paiement fondé sur actions			848				-	848		848
Opérations/actions propres						(2 148)	(2 148)	(2 148)		(2 148)
Résultat net de la période				203			-	203		203
Écarts de conversion					125		125	125		125
Écarts actuariels sur engagements de retraite				9			-	9		9
Au 31 décembre 2018	29 664 667	5 933	4 414	19 854	942	(7 121)	(6 179)	24 022	-	24 022
Augmentation de capital	1 056 392	211	(211)				-	-		-
Dividendes versés				(1 659)			-	(1 659)		(1 659)
Paiement fondé/des actions			67				-	67		67
Opérations/actions propres						(6)	(6)	(6)		(6)
Résultat net de la période				(6 966)			-	(6 966)		(6 966)
Écarts de conversion					81		81	81		81
Écarts actuariels sur engagements de retraite				(22)			-	(22)		(22)
Juste valeur des instruments de couverture				(26)			-	(26)		(26)
Au 31 décembre 2019	30 721 059	6 144	4 270	11 181	1 023	(7 127)	(6 104)	15 491	-	15 491

3.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

Données en milliers d'euros	2019	2018
Résultat net consolidé (y compris part attribuable aux actionnaires minoritaires)	(6 966)	203
Quote-part des résultats des entreprises associées	3 126	2 803
Dotations nettes aux amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs courants) (1)	1 302	(1 410)
Charges et produits calculés liés aux bons et options de souscription et actions gratuites	67	848
Plus ou moins-values de cession – gain réalisé suite à la dilution sur Vitis	(97)	(470)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	(2 568)	1 974
Produits financiers nets	464	278
Produit / Charge d'impôt (y compris impôts différés)	4 039	552
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	1 935	2 804
Impôt versé (B)	(64)	93
Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	143	(1 527)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	1 728	1 370
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(1 979)	(100)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	166
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-	(1 751)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	8 009	4 922
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (E)	6 030	3 237
Dividendes versés aux actionnaires	(1 659)	(2 756)
Remboursement d'emprunts et de dettes financières (dont contrats de location financement)	(7 524)	(3 896)
Remboursement d'emprunts et de dettes financières relatives aux contrats de location financement	(463)	-
Émissions d'emprunts et de dettes financières	-	5 129
Rachats et reventes d'actions propres	71	(2 034)
Produits financiers nets	(464)	(278)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (F)	(10 039)	(3 835)
Incidence du reclassement de la trésorerie en Actifs destinés à être cédés	(239)	(70)
Incidence des variations des cours de devises (G)	21	30
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	(2 499)	732
<i>Trésorerie à l'ouverture</i>	<i>10 981</i>	<i>10 249</i>
<i>Trésorerie à la clôture</i>	<i>8 482</i>	<i>10 981</i>

3.5. Annexes aux comptes consolidés

GÉNÉRALITÉS

Note 3.5.1	Faits marquants de la période
Note 3.5.2	Principes comptables
Note 3.5.3	Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Note 3.5.4	Chiffre d'affaires
Note 3.5.5	Effectifs et charges de personnel
Note 3.5.6	Frais de recherche et développement
Note 3.5.7	Autres produits et charges opérationnels
Note 3.5.8	Résultat financier
Note 3.5.9	Impôts sur les résultats

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Note 3.5.10	Écarts d'acquisition
Note 3.5.11	Immobilisations incorporelles
Note 3.5.12	Immobilisations corporelles
Note 3.5.13	Droits d'utilisation des actifs loués
Note 3.5.14	Participations dans les entités associées
Note 3.5.15	Actifs financiers
Note 3.5.15	Stocks
Note 3.5.17	Clients
Note 3.5.18	Autres actifs courants
Note 3.5.19	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Note 3.5.20	Capitaux propres et informations sur le capital
Note 3.5.21	Provisions
Note 3.5.22	Passifs financiers
Note 3.5.23	Fournisseurs
Note 3.5.24	Autres passifs courants
Note 3.5.25	Actifs et passifs financiers
Note 3.5.26	Analyses complémentaires au tableau des flux de trésorerie

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Note 3.5.27	Instruments financiers
Note 3.5.28	Informations sur les risques financiers
Note 3.5.29	Engagements hors état de la situation financière
Note 3.5.30	Rémunération des dirigeants
Note 3.5.31	Informations sur les parties liées
Note 3.5.32	Événements survenus après la clôture de l'exercice
Note 3.5.33	Honoraires des commissaires aux comptes

Généralités

Informations relatives à l'entreprise

Le Groupe Netgem est un fournisseur indépendant de services pour l'ultra haut-débit. La société mère du Groupe, Netgem SA (la « Société »), est une société anonyme domiciliée en France et régie par les dispositions de la loi française. La Société a été constituée en juin 1996 et est cotée sur Euronext (compartiment C).

Les comptes consolidés du Groupe Netgem (le « Groupe ») ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 19 mars 2020 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 14 mai 2020.

3.5.1. Faits marquants

L'activité du Groupe sur l'exercice 2019 a été marquée par :

- L'apport le 14 mai 2019 de la branche d'activité « plateforme Cloud multi-écrans et enregistreur numérique » comprenant 9 salariés et consultants à la société Vitis, filiale de la Société focalisée sur les services liés à la Fibre Très Haut Débit en France. Vitis dispose en conséquence d'un droit d'usage exclusif d'au plus dix années en France, en Allemagne et au Luxembourg du socle technologique consubstantiel à cette activité. Cette opération a permis à Netgem de porter sa participation au capital de Vitis de 51,27% à 58,21% (Cf. Traité d'apport partiel d'actifs entre Netgem et Vitis daté du 25 mars 2019). Le résultat de cette activité est isolé sur une ligne spécifique dans les comptes de la période et n'est pas significatif.
- La poursuite du développement de Vitis, détenue à 58,21 % par Netgem, fournisseur d'accès « *fiber-to-the-home* » (FTTH) et de services de divertissement en France, avec un revenu net en croissance de 54% sur l'exercice 2019. Son activité est tirée par le déploiement de la Fibre en France. Ainsi, l'offre sous la marque Videofutur est désormais disponible à la commercialisation sur plus de 1,7 million de prises réparties dans une quarantaine de départements, et opérées par les opérateurs d'infrastructures Altitude Infrastructure, Axione, Covage, TDF et SFR. La société compte plus de 30.000 abonnés Fibre au 31 décembre 2019. Vitis étant co-contrôlée par Netgem, elle est mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe.
- Le lancement par Vitis de nouvelles offres clients sur la base de la plateforme technologique Cloud multi-écrans développée par Netgem, permettant aux utilisateurs de bénéficier de nouveaux services multi-écrans de Live, replay et enregistrement dans le Cloud (nPVR) : l'offre triple-play "VICTORIA 100% Divertissement" et l'offre "VIC 100% Digitale", conçue pour les "digital natives", sans Box TV.

- L'engagement au Royaume-Uni dans un plan massif de rattrapage du retard sur la Fibre, générant l'émergence de nombreux nouveaux opérateurs disposant de moyens financiers importants. Les premiers contrats ont été signés avec de tels opérateurs Fibre locaux afin de leur fournir la solution globale NetgemTV de gestion managée dans le cloud des services de la maison connectée.
- Une baisse attendue du chiffre d'affaires "Box" qui a été amorti grâce à la contribution des activités de services (baisse moins rapide du revenu net) et aux réductions de coûts, permettant de maintenir un Ebitda positif et un résultat opérationnel proche de l'équilibre.
- Le recentrage des ventes de Box sur des contrats avec de nouveaux modèles économiques, induisant un nombre limité de références, une forte réduction des coûts opérationnels et des contrats à long terme. Elisa, client historique de Netgem, a adhéré à cette mutation en renouvelant son engagement pluriannuel vis-à-vis de Netgem. La fin d'année 2019 marque d'ailleurs le lancement réussi en Finlande de l'offre de services de gestion de parc pour la 4K et l'ultra haut débit.
- La distribution par le Groupe d'un dividende de € 0,10 par action à ses actionnaires en juin 2019, avec une option de paiement en actions. Cette option a été choisie notamment par les actionnaires fondateurs et 1.056.392 actions nouvelles ont été émises et souscrites au total par les actionnaires ayant choisi cette option. La part du dividende payée en numéraire s'est élevée à € 1,7 million, sur dividende total de € 2,7 millions, expliquant l'essentiel de la variation des liquidités sur le trimestre.
- Une trésorerie nette avant impact de la norme IFRS 16 s'élevant à € 7,7 millions, en augmentation de € 4,2 millions sur la période en raison du débouclage total des solutions de financement mises en place sur l'exercice précédent.

Par ailleurs, le Groupe n'a procédé à aucun rachat d'actions sur la période à l'exception de ceux intervenus dans le cadre du contrat de liquidité en place. Le Groupe détient environ 1,9 million de ses actions, soit environ 6.1 % de son capital au 31 décembre 2019.

3.5.2. Principes comptables

Référentiel comptable - Déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du Groupe Netgem de l'exercice 2019 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) publié par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) au 31 décembre 2019 et tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

Date de clôture des sociétés du Groupe

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre de chaque année, y compris Vitis, société mise en équivalence.

Évolutions des règles et méthodes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2019 sont identiques à celles utilisées par le Groupe au 31 décembre 2018 à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations obligatoires à compter du 1er janvier 2019 qui sont décrits ci-après :

- IFRS 16 – Contrats de location (voir analyse infra)
- IFRIC 23 – Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat
- Amendements IFRS 9 – Instruments financiers : Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative ;
- Amendements IAS 28 – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises : Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises ;
- Amendements IAS 19 – Avantages du personnel : Modification, réduction ou liquidation de régime (1) ;
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2015-2017

Analyse IFRS 16

Le Groupe a choisi d'appliquer pour la transition IFRS 16 au 1er janvier 2019, la méthode rétrospective simplifiée : les comptes consolidés 2018 ne sont pas retraités et le nouveau traitement comptable est appliqué aux contrats de location en cours au 1er janvier 2019.

Les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme au titre des contrats d'une durée initiale inférieure ou égale à douze mois et des biens de faible valeur unitaire à neuf, que le Groupe a défini comme étant inférieure ou égale à 5 000 euros, ont été utilisées.

Les principaux changements induits par la norme IFRS 16 sont les suivants :

- comptabilisation à compter du 1er janvier 2019, de droits d'utilisation d'actifs au titre de contrats de location remplissant les critères de capitalisation définis par la norme IFRS 16 ;
- comptabilisation à partir du 1er janvier 2019 d'une dette financière au titre de l'obligation de paiement des loyers durant la durée de ces contrats ;
- comptabilisation d'une charge d'amortissement du droit d'utilisation de l'actif et d'une charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers qui se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers ;
- amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité et accroissement des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de cette nouvelle norme, le Groupe évalue si un contrat est un contrat de location selon IFRS 16 en appréciant, à la date d'entrée dudit contrat, si ce dernier porte sur un actif spécifique, si le Groupe obtient la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation de l'actif et à la capacité de contrôler l'utilisation de cet actif.

La durée de location retenue correspond à la durée du contrat, avec prise en compte d'une option de renouvellement ou de résiliation lorsque son exercice est raisonnablement certain. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer est déterminé, pour chaque bien, en fonction du taux marginal d'endettement à la date de commencement du contrat. Ce taux correspond au taux d'intérêt qu'obtiendrait l'entité preneuse, au commencement du contrat de location, pour financer l'acquisition du bien loué.

Le montant comptabilisé au 1er janvier 2019 en droits d'utilisation et en dette financière s'élève à K€ 1 183. Il concerne des locations immobilières de locaux administratifs.

Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables après 2019

Les normes IFRS et amendements ou interprétations applicables après 2019 sont :

- IFRS 17- Contrats d'assurance : entrée en vigueur au 1er janvier 2021 ;
- Amendements IFRS 3 – Regroupement d'entreprises : définition d'une activité ;
- Amendements IAS 1 – Présentation des états financiers ;
- IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : définition de la matérialité.

Le groupe Netgem n'a appliqué aucune norme ni interprétation par anticipation.

Les analyses des incidences de l'application de ces normes, amendements et interprétations sont en cours.

Première application de la norme IFRS 16

Le Groupe applique depuis le 1er janvier 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location » dont les impacts dans les comptes au 31 décembre 2019 se résument comme suit :

AU BILAN (en milliers d'euros)	Première application au 01/01/2019	souscription	remboursement	dotation amortissement	Autres flux	31/12/2019
ACTIF						
Droits d'utilisation sur contrats de location	1 183	-	-		11	1 194
Amortissement des droits d'utilisation				(466)	(3)	(469)
Valeur nette droits d'utilisation/contrats de location	1 183	-	-	(466)	8	725
PASSIF						
Passif financier sur contrat de location non courant	719				(460)	259
Passif financier sur contrat de location courant	463		(463)		468	468
Passif financier	1 182	-	(463)	-	8	727

AU COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	31/12/2019
Compte de résultat	
Locations	473
Dotations aux amortissements	(466)
Intérêts	(7)
Impact net	-

Le groupe a identifié 3 contrats de location immobilière de locaux de bureaux pour lesquels il a été retenu la durée d'engagement. Au regard de la décroissance de l'activité et des effectifs, la société a conclu qu'il était raisonnablement certain, en qualité de preneur, d'utiliser l'option de résiliation sans indemnité à l'issue de la période d'engagement.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer a été déterminé, pour chaque bien, en fonction du taux marginal d'endettement à la date de commencement du contrat. Ce taux correspond au taux d'intérêt qu'aurait obtenu Netgem en tant qu'entité preneuse au commencement du contrat de location, pour financer l'acquisition du bien loué, soit 2% par an.

Le montant des contrats de location simple preneurs dans les « Engagements hors bilan » (note 4.4.3) des comptes consolidés au 31 décembre 2018 s'élevait à K€ 780. La différence avec le montant de K€ 1 183 au 1er janvier 2019 s'explique par des modalités différentes de détermination des montants (hypothèses de renouvellement, impact de l'actualisation), l'écart de conversion aux deux dates et les contrats non retraités IFRS 16 (contrats d'une durée inférieure ou égale à douze mois et ceux avec une valeur à neuf inférieure à 5 000 euros).

Bases de préparation – recours à des estimations

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, en application des principes IFRS.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche (sauf indication contraire).

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite, de la part de Netgem, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact tant sur les montants des actifs et des passifs que sur ceux des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir des expériences passées et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers de Netgem pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue.

Les principales estimations retenues au titre de l'exercice 2019 qui contribuent de manière significative à la présentation des états financiers sont principalement relatives à la valorisation du goodwill et des impôts différés actifs et à l'évaluation des provisions pour risques.

Ces estimations ont été établies en fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes. Les estimations peuvent ensuite être révisées si des éléments nouveaux surviennent. Les résultats finaux peuvent différer de ces estimations.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

Monnaie de présentation

L'euro est la monnaie fonctionnelle et de présentation des comptes de la société mère Netgem et de ses filiales, hormis celles qui sont établies hors de la zone euro.

Conformément à la norme IAS21 - Effets des variations des cours des monnaies étrangères, la monnaie fonctionnelle retenue pour les sociétés Netgem Singapour, Netgem Australie et Netgem Mexico est le dollar américain, les prix de vente et coûts d'achats des biens de ces filiales étant libellés et réglés dans cette devise.

Les cours de change utilisés sont les suivants :

1 € = x devise	Pays	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
GBP	Royaume Uni	0,8945	0,8772	0,8508
USD	Singapour, Australie, Mexique	1,1450	1,1195	1,1234

Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 *Présentation des états financiers (norme révisée)*, le Groupe présente le compte de résultat par fonction.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel avant constatation des « autres charges et produits opérationnels ». Ces éléments sont des charges ou des produits en nombre très limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif et dont la présentation globalisée au sein des autres éléments de l'activité serait de nature à fausser la lecture de la performance du Groupe.

S'agissant de l'état de la situation financière, les actifs liés au cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont considérés comme non courants. Les

dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou qui échoiront dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

Information sectorielle

Il n'existe qu'un seul pôle d'activité, ou secteur au sens d'IFRS 8, au sein du Groupe qui regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions pour la maison connectée, principalement à destination des opérateurs multi-services. Cette présentation pourrait être modifiée à l'avenir, en fonction de l'évolution des activités du Groupe et de critères opérationnels.

Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers pour couvrir son exposition aux risques de variation des devises. La politique actuelle du Groupe est de n'opérer sur les marchés financiers qu'à des fins de couverture d'engagements liés à son activité commerciale.

Les instruments financiers utilisés au cours de l'exercice 2019 pour couvrir le risque de change ont été qualifiés d'instruments de couverture. En conséquence, les profits ou pertes résultant des variations de valeur de marché de ces instruments ont été comptabilisés en résultat opérationnel courant.

3.5.3. Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprise

Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société et sont consolidées par intégration globale. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Co-entreprises

Le partenariat, sous contrôle conjoint, existant au sein du Groupe chez la société Vitis, constitue une co-entreprise au sens de la norme IFRS 11 et est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence en application d'IFRS 11.

Entreprises associées

Les entreprises dans lesquelles la Société exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence, l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Périmètre de consolidation

Le taux d'intérêt du groupe dans la filiale Vitis a évolué de la manière suivante au cours de l'exercice :

- diminution de 1,71% suite à l'attribution d'actions gratuites au management et à l'exercice de BSA par la société Réunicable. Un résultat de dilution de K€ 127 a été constaté dans les comptes consolidés en autres produits et charges opérationnels.
- augmentation de 8,71% suite à l'apport de la branche d'activité « plateforme Cloud multi-écrans et enregistreur numérique » réalisé par Netgem le 14 mai 2019. La valeur des titres reçus en contrepartie de l'apport s'élève à K€ 1 651. Cet apport est sans impact sur la contribution de l'activité à la situation nette du groupe.

Au global, le pourcentage d'intérêt du groupe est passé de 51,27% au 31 décembre 2018 à 58,21% au 31 décembre 2019.

Du 1^{er} janvier au 14 mai 2019, date de réalisation de l'apport, l'activité de la plateforme apportée a dégagé un chiffre d'affaires de K€ 436 et des charges opérationnelles de K€ 454, soit une perte nette de K€ 18 milliers présentée sur une ligne spécifique du Compte de Résultat intitulée « Résultat des activités abandonnées ».

Au 31 décembre 2019, le périmètre de consolidation constitué des filiales consolidées par intégration globale et des co-entreprises consolidées par mise en équivalence s'établit comme suit :

Nom de la Société	Adresse du siège social	N° de SIREN	Pays d'activité	Méthode de consolidation (1)	% contrôle	% intérêts
Netgem S.A.	Le colisée ,10 avenue de l'Arche 92 419 Courbevoie	408024578	France		Société mère	
Netgem Singapore	51 Goldhill Plaza 21-02/06 Singapore 308900	200916430D	Singapour	IG	100%	100%
Netgem Australie	263 Clarence street - Sydney	142471243	Australie	IG	100%	100%
Netgem @TV Ltd	17 Trinity House, Borehamwood, WD6 1DA UNITED KINGDOM	820 24 99	UK	IG	100%	100%
Netgem Mexico SA de CV	Avenida Oaxaca 96, Int 201 D, Colonia Roma Norte 06700 Mexico	NME140227 7X1	Mexique	IG	100%	100%
Vitis	Le colisée ,10 avenue de l'Arche 92 419 Courbevoie	820928521	France	MEE	59,42%	58,21%
Connected Labs	50 Imp des Trois Pointes 34980 St Gely du Fesc	522638428	France	IG	100%	100%

(1) IG : Intégration globale, MEE : Mise en Équivalence

État du résultat global

3.5.4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions numériques logicielles et matérielles.

La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions logicielles et matérielles à la livraison lorsqu'il n'existe plus d'obligation significative de la part de la Société. Netgem offre par ailleurs à ses clients une garantie sur équipements défectueux d'une durée de 12 à 24 mois intégralement couverte par la garantie commerciale dont elle bénéficie dans le cadre de ses contrats de sous-traitance industrielle. IFRS 15 ne change pas ce mode de comptabilisation, car le transfert de contrôle (y compris de la licence - droit d'usage) s'opère au moment de la livraison.

Les logiciels d'accès à Internet intégrés aux solutions sont considérés selon le type de contrat conclu avec le client comme formant avec les terminaux un ensemble indissociable ou peuvent être cédés séparément sous forme de licence. Dans ce dernier cas, le revenu de licence est reconnu lors de la livraison au client final des terminaux utilisant cette licence, lorsqu'il n'existe plus d'obligation significative de la part de la Société.

En cas de cession de licence dissociée d'une vente de solution matérielle, le revenu est reconnu lors de la mise à disposition du droit d'utilisation commercial de la licence.

Netgem reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de prestations de maintenance et de support de façon linéaire sur la durée du contrat.

Dans le cas de prestations de service spécifiques facturées à ses clients, Netgem reconnaît le chiffre d'affaires lorsque le service est rendu.

Sur l'exercice écoulé, un nouveau contrat avec un modèle locatif a été signé avec l'un des clients historiques du groupe, les "box" sont ainsi louées dans le cadre de bouquets de services opérés dans le cloud. Les frais d'activation facturés lors de la livraison des "box" sont reconnus sur la durée du contrat.

3.5.5. Effectifs et charges de personnel

Effectifs

Au 31 décembre 2019, l'effectif total du Groupe hors personnel mis à disposition et hors effectif des co-entreprises et entreprises associées s'élève à 47 personnes, contre 68 au 31 décembre 2018.

Charges de personnel

Au cours de l'exercice 2019, les charges de personnel, y compris les provisions pour retraite (nettes des reprises) et paiement en actions, se sont élevées à K€ 6 869 contre K€ 8 785 sur l'exercice 2018, réparties comme suit :

(en milliers d'euros)	2019	2018
Rémunérations et charges sociales	(7 194)	(9 044)
Crédit impôt recherche	405	1 064
Provision pour retraite	(14)	43
Incidence des paiements en actions	(67)	(848)
Total	(6 869)	(8 785)

Options de souscription ou d'achat d'actions

En mai 2018, les actionnaires de la Société ont autorisé le Conseil d'Administration à procéder à une allocation d'options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions de la Société au profit de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales dans la limite 1 500 000 d'actions et ce dans un délai de 38 mois arrivant à échéance en juillet 2021 (16^{ème} résolution). Le prix d'exercice des options sera fixé par le Conseil d'administration, le jour où les options seront consenties. Dans le cas d'octroi d'options de souscription, le prix de souscription des actions ne pourra être inférieur à 80% de la moyenne du cours de l'action lors des vingt jours de bourse précédant le jour où les options de souscription seront consenties. Dans le cas d'octroi d'options d'achat, le prix d'achat des actions ne pourra être ni inférieur à 80% de la moyenne du cours de l'action lors des vingt jours de bourse précédant le jour où les options d'achat seront consenties, ni inférieur à 80% du cours moyen d'achat des actions de la Société détenues par celle-ci en application des articles L.225-208 et L.225-209 du Code de commerce.

Sous réserve de délais plus courts arrêtés par le Conseil d'Administration, les options pourront être exercées jusqu'au dixième anniversaire de la date d'allocation.

Au cours de l'exercice écoulé, aucune attribution d'options n'a été réalisée et aucune charge n'a été comptabilisée.

Programme d'actions gratuites

Pour le calcul du résultat dilué par action, le résultat net part attribuable aux actionnaires de la société mère et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si et seulement si leur conversion en actions ordinaires aurait pour effet de réduire le bénéfice net par action. Il est fait application de la méthode d'achat d'actions au prix du marché sur la base du cours moyen de l'action sur la période.

Programmes d'actions gratuites antérieurs à l'exercice 2019

Il est rappelé qu'au cours de l'exercice 2016 et 2017 des salariés du Groupe ont bénéficié des attributions suivantes :

- 740.000 actions gratuites acquises le 28 juillet 2019 ;
- 200.000 actions gratuites acquises le 28 juillet 2019 ;
- 200.000 actions gratuites acquises le 28 juillet 2019 ;
- 50.000 actions gratuites acquises le 28 juillet 2019 sous conditions de performance ;
- 50.000 actions gratuites acquises le 28 juillet 2020 sous conditions de performance.

Au 28 juillet 2019, 900.000 actions ont été définitivement acquises par des salariés du Groupe.

Avantages remis au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres

Sur l'exercice 2019, la valeur des actions gratuites, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des actions gratuites reçues et imputée en charges de personnel, s'est élevée à K€ 67.

Les principales hypothèses du modèle d'évaluation ont été les suivantes :

Date d'ouverture des plans	09-juin-16		09-juin-16		Total
Date d'attribution des actions gratuites	28-juil.-16	15-déc.-16	11-oct.-17	11-oct.-17	
Quantités attribuées	740 000	200 000	250 000	50 000	1 240 000
Quantités annulées	(240 000)	-	(50 000)	(50 000)	(340 000)
Maturité jusqu'à l'échéance	3 ans	2,62 ans	1,79 ans	2,79 ans	
Rotation cumulée à la date d'attribution	0% Dir. & Salariés	0% Dirigeants	0% Dirigeants	0% Dirigeants	
Juste valeur des actions (en euros)	1,83	1,85	2,52	2,52	
Coût exercice 2018 (en K€)	451	141	265	(10)	848
Coût exercice 2019 (en K€)	(177)	82	163	-	(67)

Provisions pour retraite

Ces provisions concernent essentiellement les régimes à prestations définies, non financés, en France. Sur l'exercice écoulé, les engagements de retraite ont augmenté et s'élèvent à K€ 173 au 31 décembre 2019 contre K€ 160 au 31 décembre 2018.

En France, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Le Groupe provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions des conventions collectives des commerces de détail, de bureautique et d'informatique relatives au départ et à la mise à la retraite, dispositions modifiées en 2004 à la suite de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ces régimes sur 2019 sont décrites ci-après :

- Application d'un taux de revalorisation annuel des salaires de 2,5 % ;
- Application d'un taux d'actualisation net d'inflation de 0,77% ;
- Il a été considéré que les départs interviendraient à l'âge légal de départ à la retraite ;
- L'hypothèse de rotation des effectifs a été mise à jour en fonction de l'historique des départs des cinq dernières années ;
- Départ à l'initiative du salarié ;
- Age de départ à la retraite : 67 ans.

La charge de l'exercice correspondant à la somme du coût des services rendus, est entièrement constatée en « Charges de personnel ».

3.5.6. Frais de recherche et développement

Le Groupe réalise des dépenses de recherche et développement et les frais de développement sont capitalisés quand les critères requis par la Norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » sont remplis (voir Note 3.5.11). En 2019 et 2018, le groupe n'a pas capitalisé de frais de développement.

Le Groupe bénéficie d'un Crédit d'Impôt Recherche qui est déduit des charges de recherche et développement.

(en milliers d'euros)	2019	2018
Dépenses de recherche et développement	(4 649)	(7 314)
Dépenses de recherche et développement financées par crédit d'impôt recherche	442	1 226
Amortissement des frais de développement immobilisés	-	(141)
Total des frais de recherche et développement constatés en résultat	(4 207)	(6 229)

3.5.7. Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	2019	2018
Résultats de cession	127	425
Autres produits et charges opérationnels	698	1 665
Total	825	2 090

Sur l'exercice 2019, le résultat de K€ 127 correspond à l'impact positif de l'augmentation de capital dans Vitis et les K€ 698 correspondent à des ajustements de provisions fournisseurs.

3.5.8. Résultat financier

Les principales composantes du résultat financier sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	2019	2018
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	-
Coût de l'endettement financier brut	(464)	(278)
Coût de l'endettement financier net	(464)	(278)
Gains (pertes) nets de change	(59)	(544)
Autres charges et produits financiers	8	(31)
Autres produits et charges financiers	(51)	(575)
Résultat financier	(515)	(853)

En 2019 la perte financière atteint K€ 515 et comprend principalement K€ 59 de perte de change et K€ 464 de coût de l'endettement financier relatif aux solutions de financement de type affacturage (cf. Note 3.5.22 - Passifs Financiers).

3.5.9. Impôts sur les résultats

Ventilation de la charge ou du produit d'impôts

La charge d'impôts sur les bénéfices se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	2019	2018
(Charge) Produit d'impôt courant	21	(81)
(Charge) Produit d'impôts différés	(4 060)	(471)
Total	(4 039)	(552)

Impôts différés

Impôts différés constatés dans l'état de la situation financière

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- l'écart d'acquisition non déductible fiscalement,
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable,

- les différences temporelles liées à des investissements dans des filiales, coentreprises ou entreprises associées dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	variation	reclassement	31/12/2018
Impôts différés actifs	-	(4 060)		4 060
Impôts différés passifs				
Total	-	(4 060)	-	4 060

Au 31 décembre 2018, des impôts différés à l'actifs figuraient dans les comptes consolidés pour un montant de 4 M€, résultant de reports déficitaires reportables issus de la fusion avec Vidéofutur.

Les résultats fiscaux de Netgem SA sur l'exercice 2019 ont amené à une consommation de 0,5 M€ de ces impôts différés à l'actif, les ramenant ainsi à un montant de 3,5 M€.

Au 31 décembre 2019, la société a procédé à un test de recouvrabilité du montant résiduel sur la base de projections à 5 ans des bénéfices taxables au niveau de Netgem SA. La probabilité d'imputer tout ou partie des bénéfices futurs a été jugée insuffisante et par prudence a conduit le Groupe à déprécier les impôts différés actifs liés aux déficits fiscaux reportables. Ceci a généré une perte d'impôts exceptionnelle, non cash, de 3,5 M€.

La diminution de l'impôt différé actif sur déficit reportable s'explique ainsi par l'imputation de déficit reportable sur le résultat fiscal à hauteur de € 1,8 million en base et la reprise des impôts différés actifs résiduels.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	variation	reclassement	31/12/2018
Déficits fiscaux activés	423	(4 031)		4 454
Autres décalages temporaires	(423)	(29)		(394)
Total	0	(4 060)	-	4 060

Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

L'écart entre l'impôt sur les sociétés calculé selon le taux en vigueur en France et le produit ou la charge d'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2019	2018
Résultat avant impôt hors résultat des filiales mises en équivalence	199	3 558
<i>Taux d'impôt en vigueur</i>	32,00%	34,43%
(Charge) Produit d'impôt théorique calculé au taux en vigueur	(64)	(1 225)
Incidence sur la (charge) produit d'impôt des :		
Déficits antérieurement activés : diminution du taux d'impôt et déficits non utilisés	(3 514)	119
Déficits de la période non activés	(693)	(231)
Déficits antérieurs activés sur l'exercice	-	-
Différentiel de taux	6	390
Impôt sur la charge calculée au titre d'IFRS 2	(21)	(292)
Autres différences	247	687
(Charge) Produit d'impôt constaté au compte de résultat	(4 039)	(552)

Au 31 décembre 2019, les déficits fiscaux du Groupe qui pourraient être utilisés sur les bénéfices futurs se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Netgem SA non activés	22 163	9 265
Netgem SA activés (*)	1 463	15 401
Connected Labs non activés	2 504	2 504
Netgem UK	878	-
Netgem Mexico	525	-
Total	27 533	27 170

(*) au 31-12-19 les actifs d'impôts différés sur différences temporaires ou sur déficits reportables ne sont pas constatés au-delà des impôts différés nets passifs, lorsque leur réalisations n'est pas probable

État de la situation financière

3.5.10. Écarts d'acquisition – regroupements d'entreprises

La variation des écarts d'acquisition en valeur nette se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Valeur nette en début d'exercice	4 295	5 823
Augmentation	-	-
Reclassement en Actifs destinés à être cédés	-	(1 528)
Valeur nette en fin d'exercice	4 295	4 295

Dans le cadre de son développement, le groupe a été amené à faire des opérations de croissance externe ciblées et à reconnaître plusieurs écarts d'acquisition qui ont été alloués au seul pôle d'activité de Netgem. Ce pôle d'activité regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions de divertissement vidéo pour la maison connectée (hardware et software), principalement à destination des opérateurs multi-services de type FAI.

Un test de dépréciation des écarts d'acquisition a été réalisé au 31 décembre 2019 en comparant la valeur comptable des capitaux propres consolidés à :

- la capitalisation boursière du Groupe ; et à
- la valorisation du Groupe sur la base d'une approche *Sum of the Parts*, fondée sur une actualisation des flux de trésorerie projetés à 3 ans et à l'application d'un multiple d'Ebitda de comparables du secteur pour le calcul de la valeur terminale, ajusté de la valorisation de la participation de Netgem dans Vitis. Les multiples d'Ebitda utilisés résultent de comparables boursiers opérant sur le marché des plateformes numériques de divertissement (software et hardware) en Europe.

Ces deux méthodes de tests ont conduit à l'absence de dépréciation.

Une analyse de sensibilité a par ailleurs été effectuée en faisant varier le taux d'actualisation et le multiple d'Ebitda de plus de 20% et a aussi conduit à l'absence de dépréciation.

3.5.11. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des éventuelles pertes de valeur (cf. § *Dépréciation*).

Les dépenses de développement engagées en vue de la production de matériels nouveaux ou substantiellement améliorés, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si le Groupe peut démontrer, notamment, la faisabilité technique et commerciale du matériel et la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Ces conditions sont considérées remplies lorsque les six critères de capitalisation imposés par la norme IAS 38.57 sont démontrés.

Les autres dépenses de développement, engagées notamment en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des matériels sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée.

Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, un test de dépréciation est effectué dès qu'il y a un indice qu'un actif a pu perdre de sa valeur et au moins une fois par an au 31 décembre. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Frais de développement	1,5 à 4 ans
Logiciels	1 à 3 ans

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Logiciels et licences	Frais de développe- ment capitalisés	Relations clients	Marques	Total
Au 1er janvier 2018	846	4 009	775	339	5 969
Acquisitions	25				25
Sorties	(338)				(338)
Variation de périmètre					-
Au 31 décembre 2018	533	4 009	775	339	5 656
Acquisitions	5				5
Sorties					-
Variation de périmètre					-
Au 31 décembre 2019	538	4 009	775	339	5 661

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (en milliers d'euros)	Logiciels et licences	Frais de développement capitalisés	Relations clients	Marques	Total
Au 1er janvier 2018	(845)	(3 865)	(775)	(339)	(5 824)
Dotations	(5)	(141)			(146)
Sorties & Reprises de provision	338				338
Variation de périmètre					-
Au 31 décembre 2018	(512)	(4 006)	(775)	(339)	(5 633)
Dotations	(6)				(6)
Sorties & Reprises de provision					-
Variation de périmètre					-
Au 31 décembre 2019	(518)	(4 006)	(775)	(339)	(5 639)

VALEUR NETTE	Logiciels et licences	Frais de développement capitalisés	Relations clients	Marques	Total
Au 31 décembre 2018	21	3	-	-	23
Au 31 décembre 2019	20	3	-	-	22

Sur l'exercice 2019, le Groupe n'a pas capitalisé de frais de développement du fait des six critères de capitalisation qui n'ont pas été remplis.

3.5.12. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (cf. § *Dépréciation*).

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Matériels et outillages 3 ou 5 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 ans
- Installations & agencements & mobilier de bureau 10 ans

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Matériels et outillages – Installations techniques	Box	Autres immobilisatio ns corporelles	Total
Au 1er janvier 2018	1 557	-	816	2 373
Acquisitions	68		7	75
Sorties	(835)		(153)	(988)
Reclassement en Actifs destinés à être cédés			(11)	(11)
Ecart de conversion	3		1	4
Au 31 décembre 2018	793	-	660	1 453
Acquisitions		1 937	37	1 974
Sorties	(61)		(46)	(107)
Ecart de conversion	1	7	5	13
Au 31 décembre 2019	733	1 944	656	3 333

AMORTISSEMENTS (en milliers d'euros)	Matériels et outillages – Installations techniques	Box	Autres immobilisatio ns corporelles	Total
Au 1er janvier 2018	(1 239)	-	(587)	(1 826)
Dotations	(174)		(64)	(238)
Sorties	736		151	887
Reclassement en Actifs destinés à être cédés			11	11
Ecart de conversion	(3)		(1)	(4)
Au 31 décembre 2018	(680)	-	(490)	(1 170)
Dotations	(39)	(279)	(65)	(383)
Sorties	61		47	108
Ecart de conversion	(1)	(1)	(4)	(6)
Au 31 décembre 2019	(659)	(280)	(512)	(1 451)

VALEUR NETTE	Matériels et outillages – Installations techniques	Box	Autres immobilisatio ns corporelles	Total
Au 31 décembre 2018	113	-	170	283
Au 31 décembre 2019	74	1 664	144	1 882

Sur l'exercice écoulé, un nouveau contrat avec un modèle locatif a été signé avec l'un des clients historiques du groupe ; les "box" ne sont plus ni vendues ni financées mais sont louées dans le cadre de bouquets de services opérés dans le cloud.

Ce passage à un modèle opérateurs a pour conséquence l'immobilisation des "box" qui sont amorties sur 3 ans en appliquant un amortissement accéléré les deux premières années.

Les acquisitions de "box" sur l'exercice 2019 s'élèvent à K€ 1 937 et les amortissements correspondants à K€ 279.

3.5.13. Droits d'utilisation des actifs loués

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Constructions	Autres	Total
Au 1er janvier 2019	-	-	-
Première application IFRS16 au 1er janvier 2019	1 183		1 183
Acquisitions			-
Sorties			-
Autres flux	11		11
Au 31 décembre 2019	1 194	-	1 194

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (en milliers d'euros)	Constructions	Autres	Total
Au 1er janvier 2019	-	-	-
Dotations	(466)		(466)
Sorties & Reprises de provision			-
Autres flux	(3)		(3)
Au 31 décembre 2019	(469)	-	(469)

VALEUR NETTE	Constructions	Autres	Total
Au 1er janvier 2019	-	-	-
Au 31 décembre 2019	725	-	725

Information sur les loyers qui résultent des contrats de location et de services non capitalisés

La charge de loyers au titre des contrats de location non capitalisés s'élève à K€ 271 au 31 décembre 2019.

3.5.14. Participation dans les entités associées

Au 31 décembre 2019, la valeur de la participation de Netgem SA dans la co-entreprise Vitis consolidée par mise en équivalence, s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Vitis
Pourcentage d'intérêts	58,21%
Valeur comptable de l'actif net détenu	1 175
Quote-part de résultat	(3 126)
Contribution aux capitaux propres consolidés	(2 815)

Le bilan synthétique et les agrégats du compte de résultat de la co-entreprise Vitis présentés en millions d'euros se résument comme suit :

en millions d'euros	2019	2018	Variation	
Chiffre d'affaires	15,8	10,4	5,9	52%
Revenu net	14,3	9,3	5,0	54%
Résultat net	-5,4	-5,6	0,2	-4%

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Actifs non courants	5,5	4,0
Actifs courants	8,5	10,5
TOTAL ACTIFS	14,0	14,5
Capitaux propres	-0,5	2,9
Passifs non courants	2,0	2,0
Passifs courants	12,5	9,6
TOTAL PASSIFS	14,0	14,5

Le chiffre d'affaires de Vitis, essentiellement constitué de ventes de services, est en hausse de 52% à € 15,8 millions.

Le revenu net s'est élevé à € 14,3 millions sur 2019 contre 9,3 millions sur 2018 soit une hausse de 54%.

Vitis reste en perte à hauteur de € 5,4 millions, principalement en raison des coûts liés à l'acquisition d'un parc d'abonnés en propre.

3.5.15. Actifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Part à + 1 an créance financière sur contrat de lease back d'équipements	-	-
Autres actifs financiers non courants	171	667
Total des actifs financiers non courants	171	667

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Part à -1 an créance financière sur contrat de lease back d'équipements	-	7 120
Autres actifs financiers courants	-	10
Total des actifs financiers courants	-	7 130

La diminution des Actifs financiers au 31 décembre 2019 s'explique par l'arrivée à terme des contrats de lease back d'équipements où Netgem était bailleur.

3.5.16. Stocks

Les stocks sont constitués (i) de composants électroniques et d'accessoires utilisés dans le cadre de la fabrication et du service après-vente des décodeurs commercialisés par la Société et (ii) de décodeurs.

Les stocks sont évalués au coût d'achat, calculé selon la méthode du premier entré - premier sorti (composants, accessoires, automates, pièces détachées et consommables) et au coût de production (décodeurs). Une dépréciation des stocks est constituée dès lors que leur valeur nette de réalisation devient inférieure à leur coût.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Valeur brute	363	842
Provisions cumulées	-	-
Valeur nette	363	842

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Composants électroniques	28	76
Produits semi-finis	-	70
Produits finis	335	696
Total valeur nette	363	842

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2019 s'établit à K€ 363 contre K€ 842 au 31 décembre 2018. Elle correspond principalement à la valeur nette de produits finis et de composants.

Le montant des stocks de produits finis au 31 décembre 2019 était destiné à assurer les livraisons de l'année 2020.

3.5.17. Clients et comptes rattachés

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la dépréciation des créances commerciales doit être calculée selon le modèle des « pertes attendues ». La clientèle du groupe, principalement constituée d'opérateurs multi-services, étant très concentrée, le modèle de « pertes attendues » est donc peu adapté.

Aucune dépréciation clients n'a été enregistrée au 31 décembre 2019.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Valeur brute	5 549	10 181
Provisions cumulées	-	(7)
Valeur nette	5 549	10 174
<i>Créances nettes à moins d'un an</i>	<i>5 549</i>	<i>10 174</i>

3.5.18. Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
État – impôt sur les bénéfices et crédit d'impôt recherche.	3 465	4 026
Créances fiscales et sociales	447	214
Charges constatées d'avance.	471	733
Autres actifs à court terme	1 370	234
Total des autres créances et comptes de régularisation	5 753	5 207
<i>Autres actifs courants à moins d'un an</i>	<i>5 753</i>	<i>5 207</i>

3.5.19. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de leur date d'acquisition. Pour qu'une valeur mobilière soit considérée comme un équivalent de trésorerie, elle doit être liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et être soumise à un risque négligeable de variation de valeur.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Disponibilités	8 482	10 981
Valeurs mobilières de placement et comptes à terme	-	-
Total des disponibilités	8 482	10 981

Les disponibilités détenues en banque sont principalement libellées en euros.

3.5.20. Capitaux propres et informations sur le capital

Capital social

Au 31 décembre 2019, le capital social s'élève à K€ 6 144 et est libéré intégralement. Il est composé de 30.721.059 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 0,20 euro.

L'actionnariat est détaillé dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'Entreprise 2019, section 4.1 (Structure du capital de la Société).

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe a pour objectif d'améliorer la notation du risque de crédit propre et de disposer de ratios sur capital sains de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le Groupe gère la structure de ses capitaux propres et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut décider du paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital ou émettre de nouvelles actions.

L'exercice 2019 a été marqué par la distribution en juin 2019 d'un dividende de € 0,10 par action à ses actionnaires avec une option de paiement en actions. Cette option a été choisie

notamment par les actionnaires fondateurs et 1.056.392 actions nouvelles ont été émises et souscrites au total par les actionnaires ayant choisi cette option. La part du

dividende payée en numéraire s'est élevée à € 1,7 million, sur dividende total de € 2,7 millions, expliquant l'essentiel de la variation des liquidités sur le trimestre.

À ce jour, compte tenu d'un endettement financier modéré et du niveau de la trésorerie et des capitaux propres du Groupe au cours des trois derniers exercices, le suivi de ratios d'endettement par rapport aux capitaux propres n'a pas été jugé pertinent.

Programme d'achat d'actions

Le 14 mai 2019, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en œuvre d'un nouveau programme d'achat d'actions de la Société dans la limite d'un nombre maximal d'actions représentant jusqu'à 10% du capital social et ce pour une période de dix-huit mois. Ce programme remplace celui approuvé par les actionnaires en mai 2018.

Le montant global des fonds pouvant être affectés à la réalisation de ce programme de rachat d'actions ne peut excéder € 10 millions.

Au 31 décembre 2019, les actifs figurant au compte de liquidité correspondent à 189.620 actions propres valorisées à K€ 201 et à K€ 57 en espèces. Sur la période comprise entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2019, le nombre d'actions acquises et cédées dans le cadre de ce contrat s'est établi respectivement à 287.974 et 286.595 et les opérations réalisées dans le cadre de ce contrat ont généré une moins-value de K€ 77 pour Netgem.

Par ailleurs, au 31 décembre 2019, la Société détenait 2.697.596 actions en trésorerie, achetées dans le cadre de programmes d'achat d'actions et valorisées K€ 4 095 au cours d'achat, soit € 2,41 par action. Ces actions ont fait l'objet d'une revalorisation au cours de clôture qui a conduit la Société à constater un complément de provision dans les comptes sociaux de Netgem SA au 31 décembre 2019 à hauteur de K€ 66.

En 2019, la Société n'a acheté aucune de ses propres actions dans le cadre d'un programme d'achat d'actions, hors contrat de liquidité.

3.5.21. Provisions

Une provision est comptabilisée dans l'état de la situation financière lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources non représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

en milliers d'euros)	31/12/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Var de périmètre	Écart de conversion	31/12/2019
Provisions à caractère social	53						53
Autres provisions	1	550					551
Total provisions	54	550	-	-	-	-	604
<i>Dont part à plus d'un an</i>							-
<i>Dont part à moins d'un an</i>	54	550					604

Au 31 décembre 2019, les provisions concernent essentiellement des contrats fournisseurs.

3.5.22. Passifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Part à + 1 an des financements obtenus auprès d'établissements financiers	215	308
Passifs sur contrats de location	259	-
Autres passifs financiers non courants	-	-
Total des passifs financiers non courants	474	308

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Part à - 1 an des financements obtenus auprès d'établissements financiers	549	7 206
Passifs sur contrats de location	468	-
Autres passifs financiers courants	-	-
Total des passifs financiers courants	1 017	7 206

Les passifs financiers non courant (K€ 215) correspondent à la part à plus d'1 an de deux prêts auprès de la BPI contractés par la société Connected Labs. Un premier prêt à taux zéro sera intégralement remboursé le 31 décembre 2022 à raison de paiements trimestriels de K€ 20 chacun. Le second prêt à taux zéro également sera intégralement remboursé le 30 septembre 2023 à raison de paiements trimestriels de K€ 6 chacun. La part à moins d'un an pour K€ 104 a été comptabilisée en passifs financiers courants.

Les créances financières (cf. 3.5.15.) qui avaient été constatées dans le cadre de la signature d'un *lease back* d'équipements avaient été adossées à des financements obtenus auprès

d'établissements financiers (de type affacturage). Ils ont été comptabilisés au coût amorti en passif financier courant pour K€ 445.

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16, les passifs sur contrats de location correspondent à la dette financière due au titre de l'obligation de paiement des loyers pendant la durée de ces contrats.

3.5.23. Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Fournisseurs	2 883	5 116
Fournisseurs – factures non parvenues	4 966	6 933
Total des Fournisseurs	7 849	12 049

3.5.24. Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Dettes fiscales et sociales	1 468	3 335
Produits constatés d'avance	1 041	266
Acomptes sur commandes et avoirs	166	163
Impôt sur les sociétés	14	67
Autres dettes	120	125
Total	2 809	3 956

3.5.25. Actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-après présentent la ventilation par nature et par catégorie des actifs et passifs financiers du Groupe aux 31 décembre 2019 et 2018 :

ACTIFS & PASSIFS FINANCIERS 2019 (en milliers d'euros)	Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur nette comptable 31/12/2019	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Instruments détenus jusqu'à l'échéance	Autres dettes	Dettes au coût amorti
Actifs financiers non courants	171		171			
Clients et comptes rattachés	5 549		5 549			
Trésorerie	8 482	8 482				
Autres actifs courants	5 753		5 753			
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	19 955	8 482	11 473	-	-	-
<i>dont valeur brute</i>	<i>20 025</i>	<i>8 482</i>	<i>11 543</i>			
<i>dont dépréciation</i>	<i>(70)</i>		<i>(70)</i>			
Passifs financiers non courants	474	-	-	-	-	474
Emprunts et dettes financiers, part > 1 an	474					474
Avances d'actionnaires, part > 1 an						
Autres passifs financiers non courants						
Passifs financiers courants	11 675	-	-	26	10 632	1 017
Emprunts et dettes financiers, part < 1 an	1 017					1 017
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 849				7 849	
Autres passifs courants	2 809			26	2 783	
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	12 149	-	-	26	10 632	1 491

Les actifs financiers non courants sont essentiellement constitués de dépôts et cautionnements versés par les entités du Groupe, créances clients et des disponibilités liées au contrat de liquidité.

Il est rappelé que la Société a mis en place depuis le 15 janvier 2007 un contrat de liquidité conforme à la charte de l'AFEI approuvée par l'Autorité des marchés financiers avec la société Oddo Corporate Finance.

ACTIFS & PASSIFS FINANCIERS 2018 (en milliers d'euros)	Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur nette comptable 31/12/2018	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Instruments détenus jusqu'à l'échéance	Autres dettes	Dettes au coût amorti
Actifs financiers non courants	667		667			
Clients et comptes rattachés	10 174		10 174			
Trésorerie	10 981	10 981				
Autres actifs courants	12 337		12 337			
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	34 159	10 981	23 178	-	-	-
<i>dont valeur brute</i>	<i>34 330</i>	<i>10 981</i>	<i>23 349</i>			
<i>dont dépréciation</i>	<i>(171)</i>	<i>-</i>	<i>(171)</i>			
Passifs financiers non courants :	308	-	-	-	-	308
Emprunts et dettes financiers, part > 1 an	308					308
Avances d'actionnaires, part > 1 an						
Autres passifs financiers non courants						
Passifs financiers courants :	23 211	-	-	-	16 005	7 206
Emprunts et dettes financiers, part < 1 an	7 206					7 206
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 049				12 049	
Autres passifs courants	3 956				3 956	
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	23 519	-	-	-	16 005	7 514

3.5.26. Analyses complémentaires au Tableau des flux de trésorerie

Variations du BFR

(en milliers d'euros)	31/12/2018	Variation du BFR	Variations non cash		31/12/2019
			Ecart de conversion	Autres variations	
Stocks	842	(506)	28		363
Clients	10 174	(4 746)	121		5 549
Autres actifs courants	5 206	(1)	28	589	5 753
Actifs courants	16 222	(5 324)	177	589	11 665
Fournisseurs	12 049	(4 236)		36	7 849
Autres passifs courants	3 955	(1 295)	78	71	2 809
Passifs courants	16 004	(5 531)	78	107	10 658
Augmentation (diminution) du BFR	(218)	(207)	(99)	(483)	(1 007)

Variations des passifs liés aux activités de financement

(en milliers d'euros)	31/12/2018	Flux de trésorerie	Variations non cash			31/12/2019
			Acquisition	Ecart de conversion	Autre variation	
Part à + 1 an des financements obtenus auprès d'établissements financiers	308				(93)	215
Part à - 1 an des financements obtenus auprès des établissements financiers	7 206	(7 524)		160	707	549
Passifs sur contrats de location non courants			719	5	(465)	259
Passifs sur contrats de location courants		(463)	463	3	465	468
Total des passifs financiers	7 514	(7 987)	1 182	168	614	1 491

Informations complémentaires

3.5.27. Juste valeur des instruments financiers

Au 31 décembre 2019 le Groupe avait contracté différents contrats d'achats à terme EUR/USD totalisant USD 2,8 millions. La juste valeur de ces instruments de couverture a été constatée en Instruments financiers- passif pour un montant de K€ 26 en contrepartie des réserves s'agissant d'instruments de couverture de trésorerie efficaces.

3.5.28. Informations sur les risques financiers

Outre les risques décrits par la Société au paragraphe « Risques opérationnels » du Rapport de Gestion (2.10.2), le Groupe est exposé aux risques financiers suivants :

- Risque de liquidité ;
- Risques de marché (change, taux, actions) ;
- Risques de crédit, risque de concentration client et risque pays.

Risques de liquidité

Le Groupe estime ne pas être exposé à ce risque, compte tenu de sa structure financière générale, du niveau et de la structure de son actif circulant et d'un endettement financier limité.

Risques de marché

Risques de change

Compte tenu du caractère international de son activité et de ses implantations, le Groupe est exposé à un risque de change tant à l'égard de ses clients qu'à l'égard de ses fournisseurs. Au 31 décembre 2019, la position nette de change par devise est la suivante :

Données en millions d'euros	GBP	USD
Actifs	1 570	1 933
Passifs	(1 274)	(2 759)
Position nette en devises avant gestion	297	(826)
Couverture	-	826
Position nette en devises après gestion	297	-
Position nette en euros après gestion	349	-
<i>Impact sur la position nette de la variation de -1% de la devise</i>	3	-

Dans le cadre de son activité de vente de terminaux, le Groupe réalise la majeure partie de ses achats en USD. Une partie limitée des contrats clients du Groupe est libellée en USD. Lorsque l'activité le permet, le Groupe utilise les USD générés par ses ventes pour régler ses achats libellés en USD. Dans le cadre d'une centralisation de trésorerie, les USD générés par les filiales sont utilisés par les autres entités du Groupe qui en manquent éventuellement, au travers de contrat de change intra-groupe.

Pour la part de ses achats non couverte par ses contrats clients libellés en USD, le Groupe achète des USD sur les marchés financiers, dans le cadre d'opérations de change à terme ou spot. Le Groupe n'utilise pas d'autres types de produit de change. Les achats d'USD sont réalisés lorsque les engagements dans cette devise deviennent suffisamment probables et lorsqu'ils atteignent des montants significatifs.

Une partie des contrats clients du Groupe est libellée en GBP, le Groupe est ainsi exposé aux variations de cette devise et réalise des opérations de couverture lorsque les engagements dans ces devises deviennent suffisamment probables et lorsqu'ils atteignent des montants significatifs.

Une partie des dépenses opérationnelles du Groupe sont libellées en GBP, en SGD, et MXN.

Le Groupe évalue et ajuste régulièrement ses besoins de couverture, en tenant compte des dépenses opérationnelles par devise.

Le Groupe ne couvre que son risque de change de transaction.

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros. L'exposition au risque de conversion découle de ce que les actifs, passifs, produits et charges des filiales dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro, USD (Netgem Singapore et Netgem Australia) ou le GBP (filiale anglaise), sont convertis en euros au cours de change applicable, pour être inclus dans les comptes consolidés du Groupe. La politique du Groupe est de ne pas couvrir le risque de conversion

Il ne peut être donné aucune garantie sur le fait que le Groupe pourra gérer efficacement dans le futur son risque de change et que la politique suivie lui permettra de ne pas subir de pertes du fait de ce risque ou de maintenir un niveau de marge satisfaisant.

La Société négocie les conditions des couvertures de risques de change au mieux de ses intérêts sans toutefois pouvoir garantir que les taux négociés constitueront les meilleurs taux de couverture du marché ni qu'elle sera en mesure de négocier des taux raisonnables.

Toute dégradation des conditions de négociation de ces taux ou évolution défavorable des taux pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Risques sur actions

La Société est exposée au risque sur actions du fait des actions Netgem qu'elle détient en trésorerie.

Au 31/12/2019, en K€ (données sociales)	Total
1.886.916 actions Netgem valorisées à 0,90 € par action (cours moyen de décembre 2019)	1 698

Risques sur matières premières

Le Groupe n'achetant pas de matières premières ou énergétiques, ce risque indirect est traité dans la rubrique « Dépendance vis-à-vis de certains de ses fournisseurs ».

Risques de crédit, risque de concentration clients et risque pays

Les créances sur lesquelles le Groupe encourt un risque de crédit ou de contrepartie sont principalement les créances clients et les créances auprès d'établissements.

Le Groupe évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses contreparties, en tenant compte du risque pays, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Le montant de ces pertes est resté dans les limites anticipées par la Direction en 2019.

La clientèle du Groupe est principalement constituée d'opérateurs multi-services en Europe, Asie.

Le tableau ci-après récapitule le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé au cours des exercices clos les 31 décembre 2019, 2018, 2017, 2016 et 2015 auprès des cinq et dix principaux clients du Groupe par rapport au chiffre d'affaires total de ces exercices, illustrant le risque de concentration client :

Données IFRS consolidées	2019	2018	2017	2016	2015
% du chiffre d'affaires réalisé auprès des cinq principaux clients par rapport au chiffre d'affaires total	74,7%	58,9%	62,4%	66,3%	71,8%
% du chiffre d'affaires réalisé auprès des dix principaux clients par rapport au chiffre d'affaires total	93,0%	87,1%	91,2%	86,2%	88,3%

En 2019, 3 clients contribuent chacun à plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé et de la marge consolidée du Groupe.

Le risque de concentration client est resté significatif en 2019 :

% de la marge brute – données IFRS consolidées	2019
Client 1	29%
Client 2	24%
Client 3	11%
Client 4	8%
Client 5	6%

Les créances commerciales sont toutes à moins d'un an.

Si l'un des principaux clients du Groupe décidait de limiter son activité avec Netgem ou de mettre fin à ses relations commerciales avec le Groupe ou faisait défaut, cela pourrait avoir un impact défavorable significatif sur les résultats et la situation financière du Groupe.

La Société bénéficie d'une garantie pour remplacement de produits non conforme aux spécifications sur une durée de 24 mois à compter du départ de l'usine des produits, notamment en cas de défaut épidémique.

Malgré les précautions prises par le Groupe, le défaut d'un client ou d'un fournisseur ou la matérialisation d'un risque pays pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Le Groupe a par ailleurs mis en place une politique de gestion de la trésorerie ayant pour objectif de limiter les placements à des instruments financiers liquides. Les disponibilités du Groupe sont essentiellement exprimées en euros et concentrées dans des banques de type G-SIFI.

3.5.29. Engagements hors état de la situation financière

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions (engagements liés aux retraites et autres avantages accordés aux personnels, litiges, etc.).

Les engagements hors état de la situation financière et passifs éventuels sont listés ci-après.

Opérations courantes

Le Groupe s'est engagé pour les montants suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Engagements de location donnés	-	780
Engagements d'achats de composants formalisés dans des commandes émises	365	1 323
Total	365	2 102

Netgem peut être amené à prendre des engagements de production ou d'achat de composants auprès de ses fournisseurs qui ne sont pas couverts par des commandes de clients, afin de pouvoir respecter certains délais de livraison. La plupart des engagements d'achats de composants sont formalisés par des commandes. Des engagements supplémentaires d'achats de composants sont pris dans le cadre de la transmission de plan de production prévisionnel aux fournisseurs du Groupe. De tels engagements à découvert sont limités et surveillés afin de ne pas dépasser des limites de risque définies en interne comme raisonnables.

Les garanties sur équipements défectueux données aux clients et reçues symétriquement des fournisseurs ne sont pas valorisables mais constituent des engagements donnés et reçus.

Engagements financiers reçus

Il n'y a aucun engagement reçu à la clôture de l'exercice 2019.

3.5.30. Rémunération des dirigeants

Les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 ont été revus par le Conseil d'administration du 21 mars 2019 et approuvé par l'assemblée générale des actionnaires du 14 mai 2019 (résolutions 9 à 12).

Au cours de l'Assemblée Générale du 14 mai 2019 les actionnaires ont autorisé le versement d'une rémunération fixe alloué au Conseil d'administration de Netgem pour l'exercice en cours d'un montant global de K€ 120. Le montant versé en 2019, s'établit à K€ 52.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme et avantages en nature alloués aux membres des organes de direction (Comex) et d'administration de la Société, paiements en actions inclus, s'est élevé à K€ 1 229 en 2019 pour 7 personnes contre

K€ 2 027 en 2018. Ces montants incluent la rémunération allouée au titre des paiements en actions pour K€- 81 en 2019 et K€ 513 en 2018 (IFRS 2).

Les mandataires sociaux de Netgem ne bénéficient d'aucune prime de départ ou d'arrivée, ni d'un régime complémentaire de retraite spécifique. Aucun avantage postérieur à l'emploi n'est prévu pour les dirigeants de Netgem.

3.5.31. Informations sur les parties liées

Les transactions et soldes entre Netgem et ses filiales consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Les soldes et transactions indiqués ci-dessous sont principalement liés à l'exécution de la convention conclue avec la société J2H (cf. rapport sur les conventions réglementées).

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Créances clients		
Titres de participation et créances rattachées		
ACTIF	-	-
Dettes fournisseurs		220
Autres dettes		
PASSIF	-	220
Autres achats et charges externes	111	110
Charges de personnel		
Charges	111	110
Chiffre d'affaires		
Produits financiers		
PRODUITS	-	-

3.5.32. Événements post-clôture

Le Conseil d'Administration du 19 mars 2020 a proposé de ne pas soumettre de distribution de dividende à l'Assemblée Générale du 14 mai 2020 .

Suite à l'évolution début 2020 des règles de gouvernance entre Netgem et ses associés au sein de Vitis intervenue à l'occasion du nouveau financement, Vitis sera désormais

exclusivement contrôlée par Netgem, et à ce titre va être consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2020.

Un nouveau round de financement a été démarré en 2019 et a abouti à une nouvelle levée de fonds début 2020, à laquelle ont participé Netgem et La Caisse des Dépôts à hauteur respectivement de € 2,4 millions.

Les revenus nets du Groupe sont liés à l'usage de services très haut-débit à domicile, et à ce titre sont résiliants à la crise actuelle. La croissance provient de la souscription en direct ou via nos partenaires et affiliés de nouveaux abonnés. Cette croissance pourrait ainsi être impactée sur le second trimestre, en particulier du fait des contraintes logistiques et techniques de raccordements de nouvelles prises par les opérateurs d'infrastructure.

La société suit attentivement l'évolution de l'épidémie et a pris des mesures spécifiques afin de limiter l'impact sur son activité :

- Des mesures concernant la protection de la santé de ses collaborateurs ont été prises selon les recommandations gouvernementales (France et UK), en particulier en terme de recours systématique au télétravail afin de maintenir l'activité opérationnelle.

- Le groupe fait le nécessaire pour fournir en cette période un service de qualité auprès de ses clients en termes d'accès Très Haut Débit et de services de divertissement. Sa plateforme de contenus est opérationnelle pour répondre à une demande croissante (en particulier de contenus non linéaires comme le Replay ou la VOD);

- Les effets identifiés sur l'activité des principaux clients et partenaires distributeurs, pouvant connaître des ralentissements au 2^{ème} trimestre 2020, pourraient impacter indirectement la Société mais de manière limitée;

- Concernant les approvisionnements, les usines de Pegatron en Chine sont en phase de retour progressif à la normale et les stocks de BOX chez les clients ou chez Netgem permettent de couvrir les besoins des prochains mois. Netgem a également demandé à ses partenaires opérationnels en France ou à l'étranger (Service Clients, Télévente) de mettre en place des plans pour faire face à leurs contraintes spécifiques.

3.5.33. Honoraires des commissaires aux comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Cabinet Mazars, représenté par Marc Biasibetti, titulaire ;
- Cabinet ACEFI CL, représenté par Matthieu Mortkowitch, titulaire.

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leurs réseaux

Le tableau ci-après récapitule le montant hors taxes des honoraires facturés par les contrôleurs légaux de la Société et les membres de leurs réseaux au titre des prestations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 pour la Société et ses filiales françaises et étrangères consolidées par intégration globale :

Honoraires des commissaires aux comptes (en euros)	MAZARS		CABINET ACEFI CL		TOTAL	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
AUDIT :						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :						
Émetteur	80 886	68 500	52 626	50 000	133 512	118 500
Filiales intégrées globalement	19 369	19 500		7 000	19 369	26 500
Missions accessoires :						
Émetteur	20 000		2 500		22 500	
Filiales intégrées globalement						
Sous-total AUDIT	120 255	88 000	55 126	57 000	175 381	145 000
Service autre que la certification des comptes (« SACC »)						
Sous-total CONSEIL	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	120 255	88 000	55 126	57 000	175 381	145 000